

mardi 3 mars 1987

LA LEGITIMITE DE LA GAUCHE
par Pierre MAUROY

Il est deux manières d'envisager la légitimité d'un mouvement d'idées. D'abord apprécier celle qui découle de l'étymologie même de ce terme, c'est-à-dire une situation conforme à la loi, conforme au droit. Ensuite analyser une légitimité seconde, non plus vis-à-vis de la société mais, cette fois-ci, par rapport au mouvement d'idées lui-même. Une légitimité qui se traduit en termes de fidélité : fidélité aux valeurs et aux objectifs qui ont fondé l'originalité de la démarche initiale.

Ce sont ces deux dimensions que je souhaite explorer successivement, car la gauche a rencontré, et rencontre encore, des obstacles sur l'un et l'autre plan.

Croyez-bien que j'ai pu le mesurer de 1981 à 1984 et depuis. Je n'ai pas oublié le ton employé pour récuser l'arrivée au pouvoir de forces sociales qui étaient, trop souvent, présentées comme indignes de telles responsabilités.

Comme si la notion de légitimité se réduisait à l'éternelle reconduction d'équipes issues des élites sociales du moment. Comme si le mouvement de nos sociétés n'exigeait pas un renouvellement non seulement des couches dirigeantes, mais des idées mêmes qui fondent l'organisation sociale.

La légitimité de la démarche de la gauche a, dès les origines du mouvement républicain, été contestée. Comme est contestée toute démarche qui a pour objectif la transformation des structures politiques ou sociales d'une société.

Soyons au clair dès le départ. Non toutes les démarches tendant à transformer une société ne sont pas nécessairement légitimes. Il y faut deux conditions. La première, en démocratie, est le respect des règles démocratiques. Si la violence peut être légitime face à l'oppression, ainsi que le stipule d'ailleurs la déclaration universelle des droits de l'homme, elle ne peut être tolérée lorsque les droits fondamentaux des individus sont respectés et que les possibilités d'expression des diverses opinions existent. A cet égard, la répression en France et dans toutes les démocraties, des menées terroristes, ne pose aucun problème éthique à un homme de gauche.

La seconde condition à remplir pour qu'une démarche politique soit légitime est qu'elle ne porte pas atteinte, dans ses références comme dans ses méthodes d'action, aux droits fondamentaux des individus. En ce sens, le nazisme, toutes les idéologies racistes, tout ce qui, en un mot, remet en cause les fondements mêmes de la démocratie, ne peut prétendre à une quelconque légitimité.

Il est vrai que, sur ce second point, le débat est parfois difficile à cerner. Après tout, la notion de "dictature du prolétariat", avancée naguère par la gauche, a souvent été utilisée par ses adversaires pour l'exclure du champ des forces démocratiques et récuser sa légitimité. Et même, sous la forme très atténuée de "vacance temporaire de la légalité", la question longtemps débattue a toujours troublé la gauche française pourtant convaincue que sa venue au pouvoir légal serait nécessairement remise en question rapidement par les tenants du pouvoir établi précédent.

C'est un sujet qui pourrait faire l'objet d'une autre conférence! Je garde d'ailleurs quelques souvenirs des assauts répétés et continus contre mon gouvernement après un exceptionnel état de grâce de plus d'une année. Mais, sur le fond, ce problème n'est plus posé.

Ancien Premier ministre de gouvernements d'union de la gauche et seul de son espèce dans toute notre histoire républicaine, je n'oublie pas que la gauche ce sont aussi les communistes.

Depuis 1920, à travers la IIIème internationale, ils ont fondé leur légitimité sur une volonté de Révolution universelle conduite à partir d'un territoire clairement identifié. Et quel territoire puisqu'il s'agit de celui d'une des plus grandes puissances de la planète!

En 1936, les communistes français choisirent de demeurer fidèles à cette légitimité extérieure à notre démocratie française en refusant de participer au gouvernement de Front Populaire. Ils payèrent, et rudement, dans les années qui suivirent, ce refus de s'intégrer à notre corps national. Il fallut attendre la Résistance, et le rôle décisif que de nombreux communistes y jouèrent, pour que leur légitimité nationale soit instaurée.

Parallèlement, une large partie de la droite française préférerait trahir l'intérêt national au nom de ses intérêts catégoriels. Ainsi, encore 60 ans plus tôt, face aux Prussiens, ce fut la Commune de Paris qui tenta d'affirmer l'esprit de Résistance.

Le vrai problème qui se pose aujourd'hui aux communistes français consiste à savoir si, au nom d'une fidélité à une hypothétique révolution mondiale, ils acceptent de remettre en cause la légitimité acquise

durant et au lendemain de la seconde guerre mondiale et approfondie, de 1981 à 1984, par le partage des responsabilités gouvernementales. Ils ont le choix entre demeurer une des forces politiques légitimes contribuant au pluralisme de la démocratie française ou le retour au statut de secte qu'ils connurent à l'aube des années 30. Après avoir manqué la révolution universelle rêvée à Tours par tous ceux qui devinrent alors des communistes.

Car, dans un vieux pays comme le nôtre, riche de son passé, les problèmes de légitimité ne peuvent se poser qu'en termes historiques.

Il suffit de constater la vigueur des polémiques idéologiques qui se sont engagées, autour de la guerre de Vendée notamment, alors que se prépare la célébration du bicentenaire de la Révolution de 1789, pour mesurer à quel point demeurent sensibles certains des clivages qui organisent depuis des siècles toute notre vie politique.

L'engagement de certains ministres actuels, en particulier des deux responsables de la culture et de la communication, dans une remise en cause non pas seulement des abus de la répression en Vendée, mais de la légitimité même de la démarche des Républicains, témoigne de la filiation directe qui existe entre les républicains d'hier et la gauche d'aujourd'hui. Ce sont les hommes de gauche, qui au terme de plus d'un siècle et demi de luttes, imposèrent finalement la République.

D'ailleurs, les spécialistes de science politique utilisent couramment des références séculaires pour parler de nos courants politiques contemporains.

René REMOND, par exemple qui passe à juste titre pour l'un des meilleurs analystes de la droite française, distingue deux courants dominants en son sein, l'un bonapartiste et l'autre orléaniste.

D'abord une droite populiste et nationaliste, volontiers tentée par l'autoritarisme mais qui, par son recrutement, n'est pas sourde aux revendications sociales. C'est la tradition que tente d'incarner Jacques CHIRAC et le R.P.R. Ensuite, une droite plus bourgeoise, plus représentative des milieux d'affaires, militants pour le libre échange et le libéralisme : c'est la droite giscardienne.

A ces enracinements particuliers, la gauche oppose la tradition républicaine. Une tradition longtemps contestée, longtemps jugée non légitime. La République instaurée à une voix et presque par accident. La République qui n'a acquis droit de cité qu'à la suite de la première guerre mondiale et même, à vrai dire, au lendemain de la seconde.

En effet, le régime de Vichy fut aussi l'expression d'une volonté de revanche, non seulement

contre le Front populaire (ah! le sinistre cri : plutôt Hitler que le Front Populaire! poussé, il y a tout juste un demi siècle, par une partie de la droite française) mais aussi contre la République et ses idéaux. L'association de la République et de la gauche est le fruit de l'Histoire, mais aussi le résultat des attitudes adoptées par la droite.

Cet enracinement républicain de la gauche est d'ailleurs parfaitement illustré par la brève expérience de la seconde République, en 1848. C'est alors que s'exprimèrent pour la première fois les idées socialistes de Blanqui, Proudhon et autres, tandis que l'on s'interrogeait sur l'éventuelle substitution du drapeau rouge au drapeau tricolore.

Dès l'origine la revendication républicaine et la revendication socialiste se mêlaient. Sous l'influence de Lamartine, Louis Blanc et Ledru-Rollin, une série de mesures sociales étaient adoptées :

- la garantie du travail à tous les citoyens;
- la limitation de la journée de travail à 10 heures
- le suffrage universel;
- la suppression de la peine de mort en matière politique;
- l'abolition de l'esclavage.

Cette véritable révolution sociale fut suivie pendant les journées de juin, puis à l'avènement du second empire, d'une répression impitoyable, des milliers de républicains furent arrêtés et déportés en Algérie.

Une répression sans commune mesure pourtant avec celle qui suivit, en 1871, l'éphémère Commune de Paris. Une Commune née en réaction aux mesures favorables aux propriétaires prises par une assemblée largement dominée par les monarchistes; Une commune qui place au premier rang de son programme politique - je cite - "la reconnaissance et la consolidation de la République".

Le bilan, vous le savez, sera de 20.000 morts et plus chez les Communards après la "semaine sanglante" que leur imposent les Versaillais, sans parler des 40.000 arrestations et 14.000 condamnations, la plupart à la déportation. La gauche française est décapitée pour une génération.

Et si de toutes leurs fibres, les citoyens et les citoyennes de gauche appartiennent à la Nation Française, font corps avec le peuple Français, on peut comprendre que bien des pages de notre histoire nationale leur aient donné conscience d'appartenir aussi au "Peuple de gauche".

De telles répressions sont des constituants de la légitimité de la gauche. Elle a imposé la démocratie politique et la démocratie sociale au prix de lourds sacrifices, de milliers de morts. Je sais bien que l'on n'en parle guère et que nos villes

préfèrent baptiser du nom de Thiers leurs principales artères.

Pour ma part, je vois bien dans cette situation le signe de la poursuite de l'interminable lutte idéologique qui oppose la droite et la gauche., les forces conservatrices aux forces de progrès. J'y vois le signe de cette volonté farouche des possédants, des maîtres de la société, de récuser la gauche, de jeter sur elle un soupçon d'illégitimité.

Car les mêmes phénomènes de rejet s'observent dans la période contemporaine. La gauche ne gouverne qu'épisodiquement et pour de brèves périodes. Depuis le début du siècle, elle n'a guère assumé le pouvoir qu'une quinzaine d'années.

De la seconde guerre mondiale à l'élection de François MITTERRAND à la présidence de la République, la gauche française n'a gouverné que pendant 6 ans. Six ans pour la gauche contre 31 ans et demi pour la droite.

Cette différence de durée sert aussi d'argument pour récuser la gauche. Ses passages au pouvoir se solderaient par des échecs. Après avoir été récusée sur ses idées mêmes, elle devrait s'effacer au motif de la compétence.

La compétence. Voilà une question qui a été souvent posée à propos des gouvernants de la précédente législature alors que ni Raymond BARRE ni Valéry GISCARD D'ESTAING, par exemple, n'y étaient confrontés. Pourquoi ? Parce que des décennies durant, pour ne pas dire des siècles, les gouvernements de droite ont ancré l'idée qu'eux seuls avaient la capacité de diriger les affaires du pays. La gauche, en revanche, est toujours sommée de justifier, comme si sa présence au sommet de l'Etat n'était pas légitime. C'est d'ailleurs ce que n'ont cessé de dire entre 81 et 86 nombre des responsables de l'opposition de l'époque.

Cette manière de poser le problème est inacceptable pour deux raisons. La première est qu'elle constitue un affront au peuple français et au suffrage universel. La seconde est qu'elle est historiquement mensongère.

En effet, ne nous leurrions pas, lorsque la gauche parvient à former une majorité, c'est que la droite est en situation d'échec. Et cette situation perdurera tant qu'elle ne sera pas largement majoritaire. Oui, la gauche ne conquiert démocratiquement le pouvoir d'Etat qu'en raison des faillites de la droite. Il ne faudrait quand même pas passer sous silence cette réalité!

Le Cartel des gauches, par exemple, répondait aux excès de la chambre "bleu horizon" et de ses mesures cléricales comme à l'inefficacité d'une droite incapable de maîtriser l'inflation.

Indépendamment des réelles erreurs et timidités du gouvernement HERRIOT, le Cartel des gauches s'est heurté au "mur de l'argent", c'est-à-dire à une spéculation nationale et internationale. Il sombre dans une crise des changes.

De même, le Front populaire est une tentative de réponse à l'échec du libéralisme, à l'effondrement économique du pays qui résulte d'une déflation incohérente et inefficace. Il constitue aussi un réflexe de protection des institutions républicaines face à la menace fasciste, face aux dérives anti-démocratiques d'une large partie de la droite. Car, force est de constater que, de l'affaire DREYFUS aux menées des ligues en 1934, c'est toujours la gauche qui s'est dressée pour défendre les libertés individuelles et collectives.

Je mentionnerai également, mais rapidement, l'oeuvre de reconstruction de la Libération après une période de "fascisme à la française", et le Front républicain de 1956 qui, bien que différent par de nombreux aspects des épisodes précédents, répond aussi à des menaces qui pesaient contre la République du fait des conflits provoqués par le processus de décolonisation.

En 1981 enfin, la leçon politique majeure était davantage une défaite de la droite, résultant de l'échec de sa gestion et de l'ampleur de ses querelles internes, qu'une victoire d'une gauche plus faible, dans sa capacité de mobilisation, qu'en 1974 par exemple.

Mais fait à souligner, toutes ces épisodes historiques présentent un certain nombre de caractéristiques communes.

Il y a d'abord la joie, un enthousiasme populaire exceptionnel qui en fait bien plus que de simples alternances au pouvoir de forces politiques, bien plus que de simples changements de majorité. Ces moments ont toujours été perçus par le pays comme une forme de rupture - et l'on retrouve immédiatement, du point de vue des dirigeants évincés le sentiment d'illégitimité -. Cette rupture, ressentie par les vainqueurs comme par les vaincus, ne va pas sans conséquence pour les gouvernants.

Il en résulte en effet une forte tension du débat public dans la mesure où l'excès d'inquiétude, parfois même l'angoisse de ceux qui ont perdu le pouvoir, répond en quelque sorte à une attente, souvent elle aussi excessive, des partisans de la nouvelle majorité.

La seconde caractéristique commune découle, elle aussi, de ce sentiment de rupture : les nouveaux gouvernants entreprennent de répondre à l'attente qu'ils ressentent en mettant en oeuvre un ambitieux programme de transformation sociale.

L'ampleur de la tâche engagée et le climat de passion au milieu de laquelle elle doit être conduite contribuent à expliquer que ces expériences de gauche ont toujours été de brève durée, de l'ordre d'une année.

On oublie trop souvent que jamais, avant la législature qui vient de s'achever, la gauche française n'avait gouverné toute une législature. Jamais elle n'était demeurée cinq années consécutives au pouvoir. De 1981 à 1986, elle a donc vécu une véritable "première" historique.

Dans l'affirmation de sa légitimité historique et institutionnelle la gauche a, du même coup, effectué un progrès essentiel. Jusqu'à présent, elle avait buté sur une absence de maîtrise des leviers économiques. Au terme de la première année de gestion, au cours de l'été 1982, les mêmes dérapages que par le passé menaçaient les fondements de notre démarche.

Le redressement de la situation, la prise en main des leviers économiques ont été effectués à ce moment là, lors de la décision de blocage des prix et des revenus prise en juin 1982. En mars 1983, il n'y a eu que la confirmation de cette orientation.

Je sais quel a été le coût du blocage des prix et des revenus. Dix points de moins dans les sondages par exemple! Mais l'inflation a été cassée et les résultats obtenus par la suite s'inscrivent dans la logique de cette mesure difficile, aujourd'hui reconnue et, je l'espère, de mieux en mieux appréciée par ses résultats.

Il reste surtout qu'après avoir conduit les gouvernements de la France pendant 5 ans, la gauche apparaîtra maintenant bien moins illégitime lorsqu'elle reviendra au pouvoir. Cette évolution des esprits sera d'autant plus forte que se poursuit, dans l'estime et la confiance de la Nation, le septennat de François MITTERRAND.

Ainsi, la cohabitation, aux mérites, il faut le dire souvent cachés, aura-t-elle celui de mettre le point final à la question que j'ai posée devant vous ce soir. Ainsi, la gauche en cette fin du 20^e siècle, après 200 ans de luttes et d'opposition a-t-elle gagné ses lettres de noblesse et sa légitimité historique.

*

* *

Nous arrivons, à ce niveau de la réflexion, au second élément de la légitimité de la gauche. Une légitimité non plus seulement par rapport à la conduite de l'Etat, mais par rapport à la gauche elle-même.

L'entrée dans la politique de rigueur pouvait en effet avoir plusieurs significations. Elle pouvait n'être, comme cherche d'ailleurs à le dire l'actuelle majorité, qu'une simple adaptation à l'idéologie dominante, une volonté de se couler dans le moule forgé par les couches dirigeantes. Il n'en a jamais été question, dans mon esprit. D'où le refus farouche que j'ai opposé à toutes les tentatives de me faire dire que le gouvernement changeait de politique. Ce n'était pas un simple détail, c'était l'essentiel.

Bien sûr, la faiblesse chronique du commerce extérieur français, le vieillissement de notre appareil productif et la lenteur de ses temps de réponse, les attaques répétées contre notre monnaie, l'interdépendance des économies européennes qui interdit de laisser s'installer des différentiels de consommation trop importants, tout ceci impliquait une adaptation de notre politique économique et l'arrêt d'une relance de la consommation essentiellement financée par le budget.

Une relance dont je noterai simplement qu'au cours de la campagne électorale de 1981 elle avait été préconisée par tous les candidats : François MITTERRAND, bien sûr, mais aussi Georges MARCHAIS, Jacques CHIRAC (et avec quel enthousiasme!) et même Valéry GISCARD D'ESTAING qui avait, sur ce point, imposé silence à Raymond BARRE.

J'ai depuis, expliqué que, face à ces difficultés, la gauche française avait, à sa manière, vécu son congrès de Bad-Godesberg, c'est-à-dire qu'en acceptant d'inscrire son action dans la durée, elle avait accepté la logique de l'économie de marché et le fait de travailler en économie ouverte. Rester toutefois à sauvegarder, au fil de cette indispensable adaptation, la légitimité de la gauche vis-à-vis d'elle-même, la légitimité de son message.

Il ne peut y avoir de gestion qui ignore les réalités économiques, mais il ne peut y avoir de gauche authentique gouvernant sans ambition de transformation sociale. En un mot comme en cent, la rigueur ne pouvait être la pause dans les réformes. Je dirais même, au contraire.

Lorsque les difficultés du temps contraignent la gauche à renoncer à la distribution des fruits d'une croissance qu'elle ne peut, par elle seule, recréer, cela ne signifie pas que la gauche doive renoncer à ses objectifs de transformation sociale. Gérer avec rigueur les leviers économiques ne peut se confondre avec la mise en oeuvre de la politique prônée par les libéraux et par la droite. Il ne peut être question, par

exemple, de s'installer dans une société duale, ni de laisser l'emploi se réguler au gré des fluctuations des grands indicateurs économiques.

L'assainissement de la gestion du pays est une condition nécessaire, mais non suffisante de la mise en oeuvre d'une politique de gauche.

J'ai tenté, un jour, une définition de ce qui pourrait légitimer la démarche socialiste. Les socialistes, comme tout le peuple de gauche, constituent, me semble-t-il, les "héritiers de l'avenir". Car on ne construit pas l'avenir sans mémoire. Non pas que je veuille entrer dans le futur à reculons. Bien au contraire. Mais, si j'ai consacré et si je consacre tant d'efforts au rassemblement des diverses traditions socialistes, des différentes traditions de la gauche, c'est parce que j'ai l'intime conviction que l'avenir de notre entreprise est en germe dans ce passé populaire fractionné et tâtonnant que j'évoquais rapidement tout à l'heure.

Je me méfie d'une certaine modernité qui n'est que l'expression de l'éphémère, si elle est vide de contenu.

J'ai conscience que les rythmes historiques sont lents, extrêmement lents. L'évolution des rapports sociaux est une oeuvre de longue haleine, surtout lorsqu'on prétend l'inscrire dans un processus démocratique qui connaît, inévitablement, des allers et retours, des avancées et des reculs.

Le fleuve est incompréhensible et se tarit sans les rivières et les sources d'où il tira sa force tranquille. Les traditions d'où la gauche tire sa légitimité sont multiples, comme ces sources.

Il y a d'abord, et depuis le XVIII^{ème} siècle, une double tradition intellectuelle : celle des utopistes et celles des rationalistes. Il y a ensuite, depuis le XIX^{ème} siècle, la double tradition du mouvement ouvrier, celle de Jean Jaurès et celle de Jules Guesde. Il en résulte une double tradition dans la gauche française. Et encore ne faut-il pas oublier des apports plus spécifiques comme celui des militants chrétiens à travers "le sillon" et le syndicalisme. Ni oublier que le socialisme dont nous parlons se limite en réalité à l'Occident et que les expériences profondément différentes se sont développées sur d'autres continents.

*

*

*

Revenons à l'exemple de 1936. C'est lui qui, en effet, permet sans doute le mieux de décoder notre héritage. Est-ce que la grande idée des assurances sociales, l'utopie des congés "payés à ne rien faire" n'ont pas été importants pour la mobilisation de la gauche et de la majorité du pays ?

Pourtant, les congés payés, ce n'était pas, pour reprendre le jargon contemporain, "crédible" en 1936. Déjà la politique de la gauche était accusée de porter "un coup de poignard dans le dos de l'économie nationale".

En réalité, l'utopie d'hier nous paraît aujourd'hui tout à fait naturelle. Et l'utopie d'aujourd'hui n'est que la norme de demain. Renoncer à faire lever du neuf dans notre actualité, c'est renoncer à nous-mêmes. Nous ne remporterons pas de grand succès politique sans un grand projet de changement social. Telle est la principale leçon du Front populaire, et de bien d'autres moments de notre histoire.

Nous voulons des changements décisifs dans les rapports sociaux. Ne cherchons donc pas un accroissement indéfini du pouvoir d'Etat, fût-il un Etat "éclairé" et de gauche.

Il faut que les citoyens se mobilisent, imaginent et innovent. Et que l'Etat, à sa place, le leur permettent, les aident et les défendent.

Deux siècles après la mort de ROUSSEAU et de Voltaire, on voit bien qu'il y a deux traditions intellectuelles dont la gauche est issue. La tradition majeure, c'est celle des Lumières et du rationalisme. Celle de Turgot, de Condorcet, des encyclopédistes. Pour cette tradition, le progrès de la raison entraîne celui de la science et conduit au "progrès moral", c'est à dire au bonheur.

Mais il existe aussi une tradition mineure dans l'héritage de la gauche. C'est la tradition utopique, celle de ROUSSEAU. Pour lui, progrès et bonheur ne sont pas du même ordre. Les découvertes de l'intelligence qui n'entraînent pas une amélioration de la vie matérielle et ne sont pas mises au service du bien public sont sans valeur. L'âge d'or reste devant nous, il est à construire, il est possible.

Je crois qu'il est temps de nous souvenir de cette tradition restée mineure, et de la mettre sur le devant de notre scène politique, avec la grande tradition rationaliste.

Cette tradition rationaliste, reprise au XIXème siècle par le positivisme par exemple, est liée au mouvement de centralisation et de développement de l'Etat. C'est elle qui nous permet le changement le plus urgent : celui des conditions de production. Mais l'autre tradition, que PROUDHON illustra au XIXème siècle également, nous rappelle les finalités de ce

changement. Elle nous rappelle que ce sont les pratiques quotidiennes et la vie même de la société qu'il convient de changer.

Notre tradition, en définitive, c'est la tradition de la fraternité. Une fraternité qui seule peut nous mobiliser contre l'injustice et pour la liberté; Développer la dimension politique de la fraternité, telle est "l'utopie" dont la France, plus que jamais, a besoin. Une utopie qui rassemble les riches traditions dont nous sommes issus et sans lesquelles notre avenir n'aurait pas de sens."

*

*

*